

2025/



## DÉPARTEMENT DE L'ESSONNE VILLE DE RIS-ORANGIS

### DÉCISION N°2025/066 Du mardi 18 mars 2025

#### **Résiliation du marché 2018-11 portant travaux de construction du RAM-LAEP (Relais d'Assistance Maternelle et Lieu d'Accueil Enfants-Parents) à Ris-Orangis – En son lot 9 : Electricité avec la société AIMEDIEU.**

Le Maire de Ris-Orangis, Conseiller départemental de l'Essonne,

**VU** Les articles L.2122.22, L.2122.23 du Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU**, l'article 46.1.2 du CCAG Travaux 2009 relatif à la résiliation pour motif de redressement judiciaire ou liquidation judiciaire,

**VU** la délibération du Conseil municipal n° 2021/109 en date du 7 mai 2021 modifiée par la délibération n°2022/149 du 18 mai 2022 relative à la délégation de compétence au Maire, en application des articles L.2122-22 et L.2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU**, la décision n°2018/283 du mardi 11 septembre 2018 autorisant la signature du marché relatif aux travaux de construction du RAM-LAEP à Ris-Orangis (91130), en son lot 9, avec la société SAS AIMEDIEU,

**VU**, le marché 2018-11 en son lot n°9 attribué pour un montant à 81.000 € HT soit 97.200 € TTC,

**VU** le courrier de mise en demeure adressé par la commune au mandataire judiciaire en date du 28 février 2025,

**VU** le courrier en réponse du mandataire judiciaire daté du 13 mars et réceptionné le 17 mars 2025, par lequel le mandataire informe de la liquidation judiciaire de l'entreprise AIMEDIEU,

**CONSIDÉRANT** que sur la fiche entreprise de l'entreprise AIMEDIEU disponible au greffe de MELUN, une liquidation judiciaire a été prononcée à l'égard de la société AIMEDIEU impliquant une fermeture de l'entreprise en date du 07 octobre 2024

**CONSIDÉRANT** que la liquidation judiciaire entraîne la cessation d'activité du titulaire et conséquemment empêche l'exécution du marché,

**CONSIDÉRANT** qu'il y'a lieu, dans l'intérêt de la collectivité de résilier le 2018-11 en son lot 9 pour motif juridique, causé par la liquidation judiciaire de l'entreprise AIMEDIEU, étant entendu que le titulaire se trouve dans l'incapacité de poursuivre ses obligations contractuelles,



2025/

**CONSIDÉRANT** que la résiliation du marché suite à la liquidation judiciaire n'ouvre droit à aucune indemnité,

---

## DÉCIDE

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : DE RESILIER le marché 2018-11 « travaux de construction du RAM-LAEP (Relais d'Assistance Maternelle et Lieu d'Accueil Enfants-Parents) à Ris-Orangis – En son lot 9 » dont le titulaire est la société SAS AIMEDIEU, représentée par le liquidateur, Maître Christophe ANCEL, du cabinet SELARL MJC2A, à compter de la date de notification de la résiliation dudit marché.

**ARTICLE 2** : DIT que cette résiliation n'ouvre droit à aucune indemnité conformément à l'article 46.1.2 du CCAG Travaux 2009.

**ARTICLE 3** : Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision dont ampliation sera adressée à :

- Madame la Préfète de l'Essonne,
- Monsieur le Receveur de Grigny.

Fait à Ris-Orangis, le mardi 18 mars 2025.

Le Maire certifie sous sa responsabilité

Le caractère exécutoire de cet acte :

Transmis en Préfecture

le : 18 MARS 2025

Publié le : 18 MARS 2025

Notifié le :

La présente décision peut faire l'objet d'un recours

Devant le Tribunal Administratif de Versailles

Dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification.

Le représentant légal du pouvoir adjudicateur  
Par délégation du Maire  
RIADHE OUARTI  
Directeur général des services

Signé électroniquement par :  
RIADHE OUARTI  
Le 18/03/2025 à 14:49